



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Isabelle GIANIEL, Patricia MIRALLES.

Hors commission - Mandat spécial - Déplacement à Paris - Ministère de la Transition écologique et solidaire - Participation de Montpellier Méditerranée Métropole à une table-ronde des villes et métropoles mobilisées dans le déploiement des Zones à Faible Émission (ZFE) - Autorisation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En juillet 2018, le Gouvernement avait proposé de mettre en place un partenariat ambitieux entre l'État et les collectivités locales afin de développer d'ici fin 2020 les Zones à Faibles Emissions (ZFE), notamment dans les territoires particulièrement touchés par la pollution de l'air.

La démarche s'est concrétisée le 8 octobre dernier : François de Rugy, ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, et Elisabeth Borne, ministre chargée des Transports, ont convié à une table ronde au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, les élus de plusieurs villes et métropoles mobilisées dans le déploiement de ZFE pour présenter les engagements communs entre l'État et les collectivités.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose en matière d'amélioration de la qualité de l'air d'une politique particulièrement volontariste et ambitieuse. Elle a notamment élaboré une feuille de route opérationnelle et multi-partenariale : « la feuille de route air ». Cette feuille de route identifie une vingtaine d'actions représentant un investissement de plus de 661 millions d'euros, que les parties prenantes s'engagent à mettre en œuvre à l'horizon 2022.

Montpellier bénéficie également de l'une des plus grandes zones piétonnes de France et d'Europe, traversée par 4 lignes de tramway, bientôt 5, et élargie depuis 2014 grâce à l'extension du réseau de transport en commun. Elle représente 106 hectares, soit l'équivalent de 150 terrains de football.

Elle a beaucoup investi afin d'assurer aux citoyens des conditions favorables pour passer à des mobilités propres : déploiement de 128 points de recharges pour véhicule électrique, développement de l'autopartage électrique avec Modul'Auto (stations fixes) et Totem.Mobi (free floating), aménagement de pistes cyclables, de parkings vélos et de zones 30.

La flotte de véhicules publics est renouvelée par des véhicules propres, en particulier électriques, avec une clause spéciale intégrée dans les marchés publics. D'autre part, depuis 2014, 32 bus au GNV conformes à la norme EURO 6 ont été acquis par la Métropole, soit près du tiers de la flotte : on atteint une réduction des émissions de NOx de 80 % par rapport à la norme Euro V et une réduction des émissions de particules de 66 % en masse par rapport à Euro V.

La Métropole se distingue également par une politique innovante en matière de logistique du dernier km : incitation au report modal (transport en commun, modes doux, fret...) en partenariat avec l'ADEME, l'ETAT, SNCF Réseau, VNF et les entreprises du territoire, mise en place de plateformes de logistique urbaine pour des livraisons en centre-ville par des véhicules propres et silencieux grâce aux Espaces Logistiques Urbains (ELU) et au Marché d'Intérêt National (MIN) Mercadis, convention avec des acteurs privés (LaPoste, Système U, SEV, petits commerçants)...

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole a été l'une des premières métropoles à signer la Charte « Objectif CO2, les transporteurs s'engagent », en 2016, et a été lauréate des Trophées Objectif CO2, en 2017.

En matière de mise en place de ZFE sur son territoire, la Métropole étudie actuellement plusieurs projets :

- Une ZFE sur le périmètre de l'aire piétonne pour les véhicules de livraison, en s'appuyant sur les partenariats précédemment évoqués,
- Une ZFE sur le périmètre de l'aire piétonne pour tous les véhicules (la zone représente 12 500 habitants),
- Une ZFE sur un périmètre élargi aux faubourgs et jusqu'à l'autoroute, où les restrictions d'accès seraient modulées par niveaux CRIT'AIR avec une progressivité dans le temps.

L'ensemble des scénarii pourront être testés à l'aide du modèle multimodal de déplacements en partenariat avec l'observatoire ATMO Occitanie afin d'évaluer l'impact sur le trafic et sur la qualité de l'air. Ils devront

être accompagnés d'une politique volontariste de la Métropole, soutenue par l'Etat, en faveur de report modal vers les transports en commun, le covoiturage couplé aux modes doux mais également de l'Etat favorisant le report modal vers le ferroviaire.

Montpellier Méditerranée Métropole était donc conviée, dans le cadre des initiatives ambitieuses mises en œuvre sur son territoire et de son inscription dans la démarche de développement des ZFE, à cette table-ronde organisée au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire. Elle y était représentée par Philippe SAUREL, Président de la Métropole, Christian FINA, Directeur général des services, Sophie SALELLES, Directrice de cabinet, Ophélie FLOHIC, Directrice des relations presse, qui étaient accompagnés de Guillaume RICHARD, journaliste couvrant l'évènement pour le journal Midi Libre.

Il est donc proposé d'autoriser ce déplacement, ainsi que la prise en charge des frais afférents dans le cadre d'un mandat spécial, pour les participants listés ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le déplacement à Paris de Monsieur Philippe SAUREL, Président, ainsi que des accompagnants listés ci-dessus, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole lors des tables-rondes organisées au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, afin de présenter les engagements communs entre l'Etat et les collectivités dans le déploiement des ZFE ;
- dire que les crédits correspondants, d'un montant total de 3 500 €, sont inscrits budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-61674-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.